Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1301

Artikel: Place financière : proposition pour ne plus être complice des tyrans
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015116

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Proposition pour ne plus être complice des tyrans

La chute de Mobutu relance le débat sur l'accueil par les banques suisses de fonds de provenance douteuse. Une fois encore, l'histoire montre du doigt notre pays. Proposition.

La Suisse, son gouvernement et ses banques sont confrontés aux plus vives critiques pour leur comportement au cours de la dernière guerre mondiale. Mais également parce qu'ils ont trop longtemps tardé à reconnaître leur responsabilité. Aujourd'hui, notre réflexe habituel d'autosatisfaction et les accusations parfois outrancières qui nous sont adressées rendent difficile la nécessaire recherche d'une meilleure connaissance de notre passé – nous ne parlerons pas de vérité.

Recel de rapines: pour combien de temps encore?

Restaurer la crédibilité de la Suisse implique que soient rapidement réglés le dossier des avoirs en déshérence et l'aide aux survivants de l'Holocauste et à leurs familles. Mais cela ne suffit pas. Nous devons aussi revoir notre politique à l'égard des fonds placés dans notre pays par des chefs d'État et des politiciens étrangers.

Le Conseil fédéral a cru bon d'attendre la chute de Mobutu pour bloquer les avoirs du dictateur: on ne saisit pas les biens d'un chef d'État en exercice, a-t-il affirmé. Une décision plus précoce aurait-elle évité à la Suisse le reproche fondé de favoriser le recel d'une fortune amassée sur le dos de toute une population? On peut en douter. Bloquer la fortune d'un homme politique en déroute n'efface pas le fait que, des années durant, nous avons accueilli sans sourciller le produit des rapines du dictateur zaïrois alors courtisé et financé par les grandes puissances. Combien de temps encore notre pays va-t-il mettre en jeu la réputation de sa place financière? La liste est longue des potentats qui ont eu recours aux services de nos établissements bancaires: Hailé Sélassié, le shah d'Iran, Duvalier, Marcos, Mobutu et d'autres encore. Et à chaque fois cet argent déposé a mis la Suisse dans une situation intenable, incapable que nous sommes de le restituer dans des délais raisonnables parce qu'empêtrés dans des principes juridiques, certes valables chez nous, mais inapplicables à des États où le droit n'a guère de place, où la séparation des pouvoirs et la distinction entre sphères privée et publique restent encore largement inconnues.

Accord international

Pour que de telles situations ne se reproduisent plus, la Suisse se doit de prendre l'initiative. Comme le propose Beat Kappeler dans la *Weltwoche*, du 15 mai 1997, il s'agit de parvenir à un accord international liant les pays dont le système bancaire est particulièrement apprécié des dictateurs de la planète. La règle à promouvoir est simple; que les banques n'acceptent plus l'argent des chefs d'État et des politiciens en fonction. *jd*

Social-populisme

À la fin de l'émission de la TV romande consacrée à la Suisse et la guerre, Jean Ziegler a réussi à glisser une violente attaque contre la Fondation de solidarité, un projet inacceptable pour le socialiste genevois car «nous avons bien assez à faire chez nous». Des propos que ne désavoueraient pas un Christoph Blocher et les Démocrates suisses mais plutôt surprenants dans la bouche du héraut de la solidarité internationale.

Oubliés

En 1945, les Éditions ÉCLAT, installées à Genève, ont publié au moins sept brochures d'une collection intitulée «Petite Encyclopédie de la Résistance».

Quelques titres: *Fresnes, Buchenwald, via Auschwitz — De la résistance au bagne; les femmes héroïques de la Résistance — Berthie Albrecht, Danielle Casanova; la vie secrète de la résistance - Presse clandestine.*

Les brochures ont paru sur les presses de l'Imprimerie Cluse SA (actuellement du Pré Jérôme).

Le journal syndical *Solidarité-FCTA* a rappelé simplement sa naissance, le 21 janvier 1922, il y a 75 ans. *cfp*